

Craintes d'une crise humanitaire à Gaza, appels à une solution politique

PARIS (AFP) - L'inquiétude grandissait lundi face au risque de crise humanitaire dans la bande de Gaza, après l'offensive terrestre israélienne, alors que se poursuivaient les appels à une solution diplomatique au conflit.



Bernard Kouchner, le 4 janvier 2009 au Caire (© AFP - Khaled Desouki)

Le président chinois Hu Jintao a fait part de son inquiétude au sujet de la "crise humanitaire" dans la bande de Gaza lors d'un entretien téléphonique dimanche soir avec son homologue américain George W. Bush.

"Nous espérons que les parties concernées cesseront immédiatement les actions militaires et le conflit armé (...) et créeront les conditions pour une résolution du conflit par la voie politique", a déclaré le numéro un chinois.

L'offensive terrestre lancée samedi soir par Israël a aggravé la crise humanitaire dans le minuscule territoire palestinien surpeuplé, subissant des coupures d'électricité et des communications et une grave pénurie de produits alimentaires, selon des agences de l'ONU.

Le Japon s'est dit lundi "très inquiet" du sort des civils de la bande de Gaza. "Le gouvernement japonais est très inquiet car la violence croissante fait de nombreuses victimes civiles", a déclaré le porte-parole du gouvernement japonais.

Le Premier ministre australien Kevin Rudd a jugé lundi "crucial pour Israël de respecter ses obligations humanitaires", prévues par le droit international et permettre au peuple de Gaza d'accéder à ses besoins de base, nourriture, assistance humanitaire et médicale.

Tout en reconnaissant "le droit d'Israël à l'auto-défense", l'Australie a appelé les deux parties "à éviter des actions armées qui conduiraient à (...) augmenter les souffrances de civils innocents".

Le Canada a appelé "la communauté internationale" à "se concerter pour faire face à la situation humanitaire", notamment pour "assurer l'accès à la nourriture, au carburant et aux fournitures médicales".

Le Comité international de la Croix-Rouge (CICR) s'est déclaré dimanche "inquiet" de la hausse du nombre de victimes civiles et des dégâts infligés aux hôpitaux.

Le chef de la diplomatie française Bernard Kouchner, membre de la troïka de l'Union européenne dépêchée dans la région, a déploré, dimanche au Caire, "une situation humanitaire qui est bien impossible à supporter" à Gaza.

Les appels à une solution diplomatique se poursuivaient lundi alors que le conflit a fait, depuis le début des bombardements israéliens le 27 décembre, au moins 517 morts palestiniens, selon les services d'urgences à Gaza.

Côté israélien, un bilan officiel a fait état d'un soldat tué et de 49 blessés depuis le début de l'offensive terrestre.

Le secrétaire général de l'ONU, Ban Ki-moon, a regretté que le Conseil de sécurité de l'ONU ne soit pas parvenu à un accord sur l'arrêt de l'offensive israélienne et a lancé un appel à l'unité afin de mettre fin à la crise au Moyen-Orient.

Les Etats-Unis ont bloqué, lors de la réunion du conseil samedi soir, toute résolution condamnant son allié israélien.

M. Ban a ajouté qu'il allait "travailler activement avec des membres du Conseil et d'autres responsables clés, en particulier des dirigeants arabes que je verrai (lundi), afin de faciliter l'émergence d'un consensus".

Alors que la troïka européenne poursuivait sa mission dans la région pour tenter d'obtenir un cessez-le-feu, le président français Nicolas Sarkozy était attendu lundi en Egypte, première étape d'une tournée qui devait le conduire en Cisjordanie, en Israël, en Syrie et au Liban pour tenter de "trouver les chemins de la paix".

Il a accusé le Hamas, dans un entretien publié lundi dans les quotidiens libanais, de porter "une responsabilité lourde dans la souffrance des Palestiniens de Gaza".

Tout comme la France condamne l'offensive terrestre israélienne, elle condamne "avec la même fermeté la poursuite des tirs de roquettes (sur Israël) qui sont une provocation inadmissible", ajoute-t-il.

L'Australie et le Canada, comme l'Allemagne et les Pays-Bas la veille, ont souhaité lundi une solution diplomatique qui mette fin aux tirs de roquettes des militants du Hamas contre l'Etat hébreu. De même, les Etats-Unis s'étaient prononcés pour "un cessez-le-feu durable", qui ne permette pas un retour au statu quo ante.

L'émir du Qatar, cheikh Hamad ben Khalifa Al-Thani, a appelé lundi à la tenue d'un sommet arabe extraordinaire consacré à "l'agression" israélienne contre la bande de Gaza, qu'il a qualifiée de "crime de guerre".

L'offensive israélienne a été dénoncée lors de nombreuses manifestations dimanche, au Maroc, en Libye, en Australie, au Canada et en Turquie.

Lundi, quelque 200 Thaïlandais, en majorité des musulmans, se sont rassemblés devant l'ambassade d'Israël à Bangkok pour dénoncer l'offensive à Gaza.